

financier 1997-1998, afin de permettre au Conseil régional de développement de l'Outaouais d'assurer sa participation dans le financement de la Société de diversification économique de l'Outaouais;

QUE le Conseil régional de développement de l'Outaouais soit autorisé à verser à la Société de diversification économique de l'Outaouais une subvention d'un montant de 2,4 M\$, à raison de 0,8 M\$ par année, à compter de l'exercice financier 1997-1998.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

28251

Gouvernement du Québec

### **Décret 922-97, 9 juillet 1997**

CONCERNANT la nomination de monsieur Jacques Aubert comme membre du conseil d'administration, président et directeur général par intérim de la Société québécoise d'initiatives pétrolières

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre d'État des Ressources naturelles et ministre des Ressources naturelles:

QUE conformément à l'article 10 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières (L.R.Q., c. S-22), monsieur Jacques Aubert, vice-président (développement) de la Société québécoise d'initiatives pétrolières, soit nommé membre du conseil d'administration, président et directeur général par intérim de cette société à compter du 14 août 1997;

QUE conformément à l'article 13 de cette loi, une rémunération additionnelle mensuelle de 475 \$ soit versée à monsieur Jacques Aubert;

QUE la Société rembourse à monsieur Aubert, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions, conformément aux règles et barèmes adoptés par la Société.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

28227

Gouvernement du Québec

### **Décret 923-97, 9 juillet 1997**

CONCERNANT l'entente modificatrice no 1 à l'entente fédérale-provinciale-industrie pour la mise sur pied d'un Bureau de développement et de promotion internationale des panneaux dérivés du bois

ATTENDU QUE l'industrie québécoise des panneaux dérivés du bois est une composante importante de l'infrastructure industrielle régionale québécoise;

ATTENDU QUE le Québec et l'Amérique du Nord sont en voie de connaître une forte augmentation de la capacité de production de panneaux de lamelles orientées et de panneaux de densité moyenne et qu'une part importante de cette production doit être exportée;

ATTENDU QUE les gouvernements du Canada, du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta ainsi que des associations sectorielles de ces provinces ont signé, en 1994, une entente pour la mise sur pied d'un Bureau de développement et de promotion internationale de panneaux dérivés du bois;

ATTENDU QUE cette entente a été approuvée et que le ministre des Ressources naturelles a été autorisé par le gouvernement du Québec à la signer conjointement avec le premier ministre, par le décret 747-94 du 18 mai 1994;

ATTENDU QUE la mise en oeuvre du projet a été retardée et qu'il y a lieu de poursuivre pour une autre année la coopération dans ce domaine pour compléter le programme entrepris;

ATTENDU QUE les conditions de prolongation envisagées permettent de respecter la limite maximale des contributions du gouvernement du Québec initialement fixée;

ATTENDU QUE l'entente modificatrice n<sup>o</sup> 1 précisant les modalités de cette prolongation doit être approuvée par le gouvernement du Québec en vertu de l'article 15 de l'entente fédérale-provinciale-industrie pour la mise sur pied d'un Bureau de développement et de promotion internationale des panneaux dérivés du bois;

ATTENDU QUE l'entente modificatrice n<sup>o</sup> 1 constitue une entente intergouvernementale aux termes de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., c. M-25.2), le ministre des Ressources naturelles a notamment pour fonctions et pouvoirs de favoriser la mise en marché et la vente de produits provenant des forêts et de mettre en oeuvre des plans et programmes pour la mise en valeur des ressources forestières;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de cette loi, le ministre des Ressources naturelles peut, conformément à la loi et avec l'autorisation du gouvernement, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme conformément aux intérêts et aux droits du Québec pour faciliter l'exécution de cette loi ou d'une loi dont l'application relève de lui;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État des Ressources naturelles et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE l'entente modificatrice n<sup>o</sup> 1 à l'entente fédérale-provinciale-industrie pour la mise sur pied d'un Bureau de développement et de promotion internationale des panneaux dérivés du bois, dont le texte sera substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée;

QUE le ministre des Ressources naturelles soit autorisé à signer cette entente, conjointement avec le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

28252

Gouvernement du Québec

### **Décret 927-97, 9 juillet 1997**

CONCERNANT la désignation de la vice-présidente de l'Office des personnes handicapées du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1), l'Office des personnes handicapées du Québec a été institué;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 6 de cette loi, l'Office se compose de quatorze membres, dont un président, tous nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a du deuxième alinéa de l'article 6 de cette loi, onze de ces membres,

dont le vice-président, sont nommés après consultation des organismes de promotion les plus représentatifs de diverses régions du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du décret 777-95 du 7 juin 1995, madame Rollande Barabé Cloutier a été nommée membre de l'Office des personnes handicapées du Québec pour un mandat se terminant le 6 juin 1998;

ATTENDU QU'en vertu du décret 1405-96 du 13 novembre 1996, madame Rollande Barabé Cloutier a été désignée vice-présidente de l'Office jusqu'au 17 mai 1997;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler la désignation de madame Rollande Barabé Cloutier à titre de vice-présidente pour la durée de son mandat comme membre, soit jusqu'au 6 juin 1998;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux:

QUE madame Rollande Barabé Cloutier, membre de l'Office des personnes handicapées du Québec, soit désignée vice-présidente de cet office, pour la durée de son mandat comme membre, soit jusqu'au 6 juin 1998.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

28253

Gouvernement du Québec

### **Décret 928-97, 9 juillet 1997**

CONCERNANT le centre de travail adapté CAPEQ Inc.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 37 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1), CAPEQ Inc. détient un certificat de centre de travail adapté délivré par l'Office des personnes handicapées du Québec, le 15 octobre 1979;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 38 de cette loi, l'Office accorde des subventions à CAPEQ Inc. pour l'emploi de personnes handicapées ne pouvant travailler dans des conditions ordinaires et pour le fonctionnement de l'immeuble situé à Ville d'Anjou, dans lequel ses activités sont exercées;

ATTENDU QU'avant de devenir un centre de travail adapté, CAPEQ Inc. était un atelier protégé régi par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, c. 48), recevant des subventions du ministère des Affaires sociales;